

COMMUNE DE ROCHEBRUNE

Maitre d'ouvrage

PROGRAMME DE TRAVAUX

Assainissement du Village de Rochebrune

Pour rappel :

Article L2421-2 du CCP

Le programme élaboré par le maître d'ouvrage comporte les éléments suivants relatifs à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage :

- 1° Les objectifs que l'opération doit permettre d'atteindre ;
- 2° Les besoins que l'opération doit satisfaire ;
- 3° Les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

Article L2421-3 du CCP

Le maître d'ouvrage élabore le programme et fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération avant tout commencement des études d'avant-projet par le maître d'œuvre.

Il peut préciser le programme et l'enveloppe financière avant tout commencement des études de projet par le maître d'œuvre.

Table des matières

1. CONTEXTE	3
1.1. Présentation de la commune	3
1.2. Présentation de l'assainissement sur la commune.....	3
1.3. Diagnostic et zonage	3
2. PROGRAMME DE TRAVAUX.....	3
2.1. Objectifs	3
2.2. Travaux à réaliser	4
3. Contraintes et exigences à prendre en compte.....	5
3.1. Contraintes financières	5
3.2. Foncier	5
3.3. Règles urbanistiques	6
3.4. Contraintes de site	6
3.5. Contraintes de chantier.....	6
3.6. Exigences	8
4. ETUDES PREALABLES AUX TRAVAUX.....	8
5. ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE	9
5.1. Estimation du coût de l'opération.....	9
5.2. Financement du projet et du service	9
6. CALENDRIER PREVISIONNEL	10

1. CONTEXTE

1.1. Présentation de la commune

Le programme de travaux envisagé concerne le village de Rochebrune. Il s'agit d'une commune rurale dont le village authentique bâti de vieille pierre est perché sur un éperon rocheux surplombant la vallée, rendant compliqué la mise en place de l'assainissement des habitations.

1.2. Présentation de l'assainissement sur la commune

A ce jour, 55 installations en assainissement non collectif ont été recensées sur la commune, dont 43 ont été diagnostiqués par le SPANC. Sur ces 43, seules 12 installations ont été diagnostiquées conformes (avec ou sans réserve).

Selon l'état des lieux du schéma directeur d'assainissement :

- Sur les 29 installations du village, 6 sont non-conformes avec un danger pour la santé des personnes, 16 non-conformes sans danger, 3 conformes et 4 non diagnostiqués.
- Les problématiques majeures rencontrées sur les habitations sont l'absence de terrain ou de place au sein du logement pour réaliser des travaux de mise en conformité, ainsi qu'une topographie défavorable pour la réalisation d'une installation autonome.

1.3. Diagnostic et zonage

La commune de Rochebrune a réalisé son schéma directeur d'assainissement (achevé en 2024).

Les conclusions du schéma directeur et la proposition de zonage ont été présentés aux habitants lors de la réunion publique du 24 mai 2024.

Le conseil municipal a approuvé le scénario d'assainissement collectif n°1 et l'engagement de l'opération d'assainissement collectif par délibération du 24 juin 2024.

Le zonage d'assainissement sera mis à l'enquête publique fin 2024 – début 2025 (selon les délais d'instruction et de nomination du commissaire enquêteur).

2. PROGRAMME DE TRAVAUX

2.1. Objectifs

Le présent programme de travaux a pour objectif de mettre en œuvre l'assainissement collectif (réseau et station d'épuration) pour les habitations classées en zonage collectif du village de Rochebrune, soit 29 habitations.

Les propriétaires auront l'obligation de se raccorder aux branchements d'eaux usées et d'assurer la séparation de leurs eaux usées et pluviales.



2.2. Travaux à réaliser

Le scénario n°1 du schéma directeur a été retenu.

- Station d'épuration :
 - Implantation : partie sud de la parcelle Y208 (en bord de route),
 - Filière : Filtre planté de roseaux monoétage,

- Capacité nominale de 25 EH (à confirmer par le maître d'œuvre et valider par le SATESE)
- Rejet : fossé de la route communale (à valider avec la DDT)
- Réseau :
 - Linéaire de réseau de collecte : environ 470 m
 - Linéaire de réseau de transfert : environ 415 m
 - Branchements : 29
 - Implantation en domaine publique ou privé pour permettre l'écoulement gravitaire dans le réseau de collecte et selon l'encombrement du sous-sol et les contraintes foncières.

3. Contraintes et exigences à prendre en compte

3.1. Contraintes financières

Le financement de l'opération nécessite l'obtention de subventions du Département, de l'Agence de l'eau et éventuellement de l'Etat (DETR).

L'obtention des financements est soumise à conditions :

- D'un prix de l'eau et de l'assainissement minimum
- De déclaration des indicateurs sur SISPEA
- De maîtrise du foncier
- De validation du projet par le SATESE départemental et d'adhésion à ce service d'assistance technique (par convention).
- De maîtrise des délais de réalisation
- De contrôles finaux garantissant la qualité de la réalisation
- D'établissement des documents finaux (cahier de vie, DOE)

De plus, les demandes d'aides ajoutent les contraintes suivantes :

- Agence de l'eau : engagement des travaux et demande du 1^{er} acompte dans un délai d'un an à compter de la date de signature de la décision ou de la convention d'aides
- Département : délai de décision de l'aide d'environ 3 mois à compter de la complétude du dossier.
- DETR : appel à projet annuel. Date limite de dépôt des dossiers généralement fixée en fin d'année ou début d'année suivante. Délai de réponse long (6 à 8 mois)

3.2. Foncier

La commune n'est pas propriétaire des terrains nécessaires à l'implantation de la station d'épuration. De plus, certains réseaux devront passer en terrain privé.

Le maître d'ouvrage procédera à la négociation de l'acquisition des terrains et à l'obtention des autorisations d'implantation des canalisations (servitudes) sur la base des premiers éléments des études de maîtrise d'œuvre. Au besoin, le projet de maîtrise d'œuvre sera adapté aux contraintes foncières.

Au stade de l'élaboration du programme, les parcelles concernées sont :

- La parcelle Y208 pour la STEP (découpage cadastrale à prévoir)
- Plusieurs parcelles pour le réseau

3.3. Règles urbanistiques

Il n'y a pas de règles urbanistiques spécifiques pour ces ouvrages.

3.4. Contraintes de site

Nature de la contrainte	Concerné : Oui / Non (sites du village et haut Rochebrune)
Espaces naturels protégés	
Natura 2000	Le périmètre envisagé pour les travaux se situe en dehors du périmètre de la Zone Natura 2000
ZNIEFF	Le périmètre envisagé pour les travaux se situe dans la ZNIEFF n° 820003632 Chainon Occidentaux des Baronnies
Parc naturel régional	Parc naturel régional des Baronnies Provençale (FR8000052)
Réserve Naturelle régionale	Non
Milieu récepteur – cours d'eau	Fossé ayant pour exutoire le ruisseau de Pié Béraud
Patrimoine	
Zone de présomption ou de prescription archéologique	Non
Sites classés/sites inscrits	Sites inscrits : Ancien château, tours et église Saint-Michel depuis le 16 avril 1974
Sites patrimoniaux remarquables	Oui – démarche ZPPAUP devenu SPR depuis 2016.
Protection au titre des abords de monuments historiques	Non
Immeubles classés ou inscrits	Non
Risques Majeurs	
Risques naturels	Plusieurs risques naturels sont identifiés sur la commune : – Séisme : risque modéré – Mouvement de terrain – Retrait gonflement des argiles : risque important – Feu de forêt – Radon : risque faible
PPRn / PPRi	Aucun

Compte tenu des enjeux patrimoniaux, des échanges avec l'UDAP-Drôme seront réalisés dès l'avant-projet afin d'intégrer toutes les contraintes éventuelles aux études d'avant-projet et de projet.

3.5. Contraintes de chantier

➤ Contrainte de nature du sol et proximité du bâti

La nature du sol (rocher) et l'impact des travaux sur les bâtis (fondations) seront intégrés dès les études de projet et les méthodes constructives adaptées en conséquence.

➤ Contrainte d'encombrement du sous-sol

Les réseaux enterrés seront recensés dès les études afin d'adapter le projet et de vérifier les besoins de travaux sur ces réseaux avec leurs gestionnaires.

Il est déjà recensé le réseau d'eaux pluviales communal (636 ml dont 395 ml enterré), en PVC 110 et 200 mm, sur lequel il n'est pas prévu de travaux.

➤ Contrainte pour l'articulation des travaux

L'articulation des travaux sera étudiée de sorte d'optimiser les coûts de réalisation et l'organisation des travaux. Cette analyse portera sur les contraintes de financement de l'investissement, le mode de dévolution des travaux, le risque de co-activité des chantiers, la gêne aux riverains, la disponibilité des entreprises, et tout autre élément qui apparaîtrait décisif.

➤ Contrainte d'accès au site et de fréquentation

Il sera tenu compte de la situation géographique de la commune, de la fréquentation (touristique et résidents secondaires) et des accès routiers pour définir les périodes favorables pour la réalisation des travaux et les contraintes éventuelles pour la réalisation des travaux.

➤ Contrainte pour la mise en route de la station d'épuration

Le calendrier de travaux sera conçu pour mettre en service les ouvrages de traitement des eaux usées à une date favorable au regard de la filière retenue.

➤ Contraintes de remise en état des surfaces

Pour les travaux de réseau, les surfaces impactées par les travaux devront être remises en état selon les prescriptions des gestionnaires (commune, propriétaires privés), à définir dans l'avant-projet.

3.6. Exigences

Exploitation future	Les solutions proposées devront rester simples et anticiper les besoins d'exploitation : écoulement gravitaire, regards de visites, fonctionnement sans électricité, accès aux ouvrages...
Qualité - Durabilité	Il sera demandé au maître d'œuvre et aux entreprises de respecter les règles de l'art et la charte qualité Assainissement de l'ASTEE, et notamment, de faire réaliser par des entreprises agréées les contrôles finaux préalables à la réception (étanchéité, compactage, pression, inspection télévisuelle des réseaux, etc...).
Performances	Les ouvrages devront répondre aux dispositions réglementaires de <i>l'arrêté du 21 juillet 2015</i> relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomération d'assainissement. En particulier, il sera tenu compte de la variation de charge saisonnière.
Intégration paysagère	Les ouvrages devront tenir compte de la proximité des habitations, de l'intégration dans le paysage et des enjeux patrimoniaux.
Concertation / communication avec les riverains et abonnés	Les riverains et habitants concernés seront informés des projets et du calendrier de réalisation. Ils sont concernés par : <ul style="list-style-type: none">- leur participation financière qui sera fixée par délibération du conseil municipal- leur raccordement à la boîte de branchement Eaux Usées, au besoin avec mise en place d'un groupe de pompage individuel- la mise hors service de leurs installations ANC- la séparation à la source de leurs eaux usées et pluviales, le cas échéant- les contraintes de chantier : fermeture de route, stationnement, déviation, etc.- les questions foncières pour les propriétaires concernés.
Déclaration au registre national	Les stations d'épurations traitant moins de 12 kg/j de DBO5 (200 EH) et plus de 1,2 kg/j de DBO5 (20 EH) doivent être déclarées dans un registre numérique national auprès de la police de l'eau dans un délai de 2 mois suivant leur mise en service. Elles ne sont pas soumises à déclaration préalable au titre de l'article R 214-1 du code de l'environnement.

4. ETUDES PREALABLES AUX TRAVAUX

Des études préalables sont nécessaires à la conception des ouvrages :

- des levés topographiques,
- une enquête de branchement chez les particuliers,
- des études de sol et géotechniques

D'autres investigations pourront être demandées par le maître d'œuvre (analyse amiante - HAP...).

5. ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

5.1. Estimation du coût de l'opération

Site 1 : Secteur Sud			
Eléments	Quantité	Coût unitaire	Prix estimatif
<i>Réseau de Collecte des Eaux Usées Strictes</i>			
Réseau PVC Ø200 mm gravitaire sous pavé	190	520 €	98 800 €
Réseau PVC Ø200 mm gravitaire sous voirie	250	320 €	80 000 €
Réseau PVC Ø50 mm gravitaire hors village	30	150 €	4 500 €
Branchements particuliers	29	1 250 €	36 250 €
<i>Réseau de Transfert des Eaux Usées Strictes</i>			
Réseau PVC Ø200 mm gravitaire hors village	415	320 €	132 800 €
Station d'épuration FPR 25 EH	1	116 000 €	116 000 €
Total HT			468 350 €
Total HT MOE et imprévus compris + 20 %			562 020 €
Coût par habitation - Total HT MOE et imprévus compris + 20 %			19 380 €

5.2. Financement du projet et du service

- Plan de financement prévisionnel de l'investissement

L'opération fait partie du contrat ZRR signé avec l'Agence de l'eau et la communauté de communes (mais pour un montant d'opération de 350 000€ HT).

Sous réserve des modalités d'aides des financeurs (plafonnement, éligibilité), le plan de financement estimatif et prévisionnel est le suivant :

Assainissement Rochebrune - Plan de financement prévisionnel		
Enveloppe globale opération HT		562 020 €
	TAUX	MONTANT
CD26	30%	168 606 €
AE	50%	281 010 €
DETR	0%	0 €
Commune	20%	112 404 €

Il sera consolidé avec les partenaires financeurs le plus tôt possible afin de pouvoir déposer un dossier de DETR en complément si nécessaire.

- Financement de la part communale Assainissement

Une participation financière sera demandée aux nouveaux abonnés (PFAC et frais de branchement), à hauteur d'environ 3500 €/abonné (à fixer par délibération), soit une recette prévisionnelle de 101 500€.

- Transfert de compétence

Toutes les dépenses et les recettes afférentes à cette opération seront transférées avec la compétence assainissement à la communauté de communes (subventions perçues, FCTVA, emprunt éventuel, etc.).

- **Coût du service d'assainissement et redevances abonnés**

Dans la perspective du transfert de la compétence à la communauté de communes en 2026, le montant de la redevance assainissement sera décidé par celle-ci.

6. CALENDRIER PREVISIONNEL

Le calendrier cible est le suivant :

- Octobre : contractualisation du mandat de maîtrise d'ouvrage au Département ; préparation du marché de maîtrise d'oeuvre
- Novembre : passation du marché de maîtrise d'œuvre
- Décembre : décision d'aide de l'Agence de l'eau, sur la base du dossier déposé en juin 2024.
- Novembre – avril 2025:
 - Etudes de maîtrise d'œuvre, y compris levé topographique, enquête de branchement, étude de sol, etc.
 - Négociation du foncier : signature des accords des propriétaires des terrains (stations et passage des canalisations) et autorisation de travaux
 - Délibération actant le projet définitif
 - Complément au dossier de demande de subvention du Département

A condition d'avoir obtenu les autorisations foncières et la validation du Zonage d'Assainissement :

- Mai – août 2025: Elaboration des marchés de travaux, consultation, analyse des offres, négociation

A condition d'avoir obtenu les financements permettant de valider le plan de financement :

- Septembre : délibération et notification des marchés de travaux
- Octobre 2025 – juin 2026 : préparation et travaux ; délai d'exécution variable selon l'organisation des entreprises attributaires (généralement 1 marché Station et 1 marché Réseau) et les conditions de réalisation.
- 2^e S 2026 : Réception et solde des marchés de travaux, des subventions, finalisation et signature des actes fonciers, solde de toutes les prestations